



Évane : une étude sur les déterminant du vécu et des pratiques parentales des parents d'enfant de 0 à 2 ans – Mentions légales

La participation à l'étude Évane implique la mise en œuvre d'un traitement de données à caractère personnel, dont Santé publique France est responsable.

Ce traitement de données est fondé sur la réalisation d'une mission d'intérêt public (article 6.1.e RGPD), relative à la mise en œuvre de la mission de surveillance de la santé conférée à Santé publique France par l'article L. 1413-1 du code de la santé publique. Le traitement des données de santé est effectué dans le cadre d'une étude scientifique (article 9.2.j RGPD). Le règlement général 2016/679 du 27 avril 2016 sur la protection des données (RGPD), la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la présente étude.

La présente étude a reçu l'avis favorable du Comité d'éthique et scientifique pour les recherches, les études et les évaluations dans le domaine de la Santé en date du 17/05/2023 et d'une autorisation (délibération 2023-118) accordée par la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés en date du 9 novembre 2023.

Ipsos est le prestataire de Santé publique France chargé de collecter les réponses au questionnaire de l'étude. À ce titre, Ipsos est le seul destinataire des données d'identification (nom et coordonnées). Il est habilité par le Comité du secret de la statistique publique, et les Archives de France, conformément aux dispositions de l'article L. 212-4 du code du patrimoine. Ces données d'identification seront conservées par Ipsos au maximum 6 mois à compter de la fin de la collecte, et pendant 3 ans si vous acceptez de les communiquer pour être recontacté à des fins d'études ultérieures.

Sous réserve de votre non-opposition, pour cette étude, les données suivantes vous concernant ou concernant votre enfant seront recueillies, dans la mesure où elles sont nécessaires aux objectifs visés :

- Les données d'études : ce sont les réponses recueillies par questionnaire, à savoir les caractéristiques sociodémographiques, économiques et personnelles du parent enquêté, des informations sur la santé de son enfant, des questions sur l'environnement de vie (quartier de résidence, logement, etc.), et sur les caractéristiques sociodémographiques du conjoint ainsi que des questions sur le vécu et les pratiques parentales. Ces données sont destinées à Santé publique France. Elles sont protégées par le secret statistique. Elles ne feront pas apparaître vos noms et prénoms (ni aucune autre donnée identifiante) et seront associées à un identifiant anonyme.

- Les données de redressement : il s'agit de données transmises par la Cnaf à Santé publique France. Ces données portent sur les caractéristiques sociodémographiques relatives à l'allocataire, à son conjoint et à l'enfant tiré au sort. Elles permettent de produire des statistiques générales sur l'échantillon tiré au sort. Elles sont nécessaires à la qualité des résultats de l'étude. Une fois ces statistiques réalisées, elles seront détruites au bout de 6 mois. Ces données ne feront pas apparaître vos noms et prénoms (ni aucune autre donnée identifiante) et seront associées à un identifiant anonyme.

L'analyse de ces données sera effectuée par Santé publique France ou des organismes de recherche, à partir de données rendues totalement anonymes, ne permettant pas de vous identifier directement (exclusion du nom, prénom, adresses).

Vos réponses au questionnaire seront conservées pendant 10 ans à compter de la fin de la collecte pour les besoins de l'étude par Santé publique France, puis elles seront archivées. À tout moment, leur usage et leur accès seront strictement contrôlés et limités à l'élaboration de statistiques ou à des travaux de recherche scientifique.

Participation à l'étude

Cette étude n'est pas obligatoire.

Vous pouvez refuser de participer à cette étude en :

- Appelant la hotline au **0800 970 733 (appel gratuit, du lundi au vendredi de 9h30 à 17h)**
- Auprès de l'enquêteur qui vous contactera

Le refus de participer entraînera la fin des sollicitations par Ipsos. Les Données de contact seront supprimées, en revanche, les données de redressement seront conservées, de façon anonyme, pour produire des statistiques générales sur l'échantillon tiré au sort.

Exercice de vos droits d'opposition, d'accès et de rectification

Conformément à la loi, vous pouvez exercer un droit d'accès, d'opposition, de rectification, d'effacement ou de limitation de traitement pour les données vous concernant ou concernant la santé de votre enfant pendant la période de conservation des données d'identification.

Ces droits peuvent être exercés (le temps de la conservation des données d'identification) :

- Par mail : dpo.france@ipsos.com
- Par courrier : Ipsos France, À l'attention du Data Protection Officer, 35, rue du Val de Marne, 75013 Paris.

La mise en œuvre des droits d'accès et de rectification, nécessitera la transmission d'un document officiel attestant de votre identité. Le droit de rectification des données sera mis en œuvre en lien avec les sources de données concernées (Caisse nationale d'allocations familiales). Seules les données de redressement seront conservées.

Pour toute question relative au traitement de vos données, vous pouvez contacter le délégué à la protection des données de Santé publique France à l'adresse dpo@santepubliquefrance.fr.

Vous pouvez également, si vous l'estimez nécessaire, adresser une réclamation auprès de la CNIL (<https://www.cnil.fr>).